

qu'il a attaqués hier, il ne gagne pas de votes, et d'ailleurs, nous sommes tous trop fiers des membres du cabinet pour qu'il puisse réussir à les déprécier. Qu'il sache, aussi, que nous avons trop à faire pour passer notre temps à nous battre. Le pays est vaste, et il est riche en ressources naturelles. Songeons-y et parlons-en sérieusement. Soyons, dès aujourd'hui, ce que nous voudrions paraître, plus tard, avoir été.

Vers la fin de dernier parlement le chef du parti agraire s'emporta jusqu'à dire que le premier ministre de cette époque était un brocanteur de médiocres bouffonneries politiques". De son côté, le député de Russell, aujourd'hui ministre des Postes, (M. Murphy) lui décernait l'épithète de "fesseur du gouvernement Borden". Ce jeune homme a des ambitions, et avec raison. On disait, autrefois, que Robert Rogers dirigeait à lui seul toute la barque du gouvernement Borden. C'était humiliant pour notre aspirant, et de nature à le rendre jaloux. M. Rogers était le bras droit de sir Robert Borden quand il est allé en Europe et en est revenu pour faire adopter le bill du service militaire obligatoire. "Il faut trouver moyen de gagner l'élection, et ce bill peut nous la faire gagner", disait M. Rogers. Ils se mirent donc en campagne pour gagner non pas la guerre mais l'élection, et il en a coûté bien cher au pays.

Je ne suivrai pas le chef de l'opposition à travers les sujets qu'il a traités. Qu'il me suffise d'ajouter que la députation doit voir à ce que l'administration de la chose publique soit conforme au principe des affaires et aussi expéditive que possible. Si j'ai adressé la parole c'était seulement parce qu'on m'avait accusé d'appartenir à une certaine phalange. Je suis fier d'être partisan du premier ministre. Lui et ses collègues ont bon cœur, ils sont sensibles aux maux de l'humanité, secourables aux pauvres, aux opprimés, attentifs aux besoins des masses, partisans du droit plutôt que de la force.

Je n'occuperai pas plus longtemps les instants de la Chambre, mais je conseille au chef de l'opposition de prendre comme guide de vie à l'avenir les enseignements du décalogue et du sermon sur la montagne.

M. W. F. MACLEAN (York-Sud) : En adressant la parole à la députation, je désire le faire avec toute la concision possible et, à cet effet, je me suis permis de prendre un siège au centre de cette enceinte, afin que les députés d'en face et ceux qui m'entourent puissent m'entendre, car je veux imiter

l'exemple du chef des progressistes (M. Crerar) et diriger principalement mon attention, au moins, vers l'un des plus importants problèmes qui confrontent aujourd'hui la population canadienne, je suis tellement résolu à consacrer mon temps à l'examen de ce problème que je dois renoncer à suivre les traces de l'honorable préopinant et laisser à d'autres le soin de répéter les éloges qui vous ont été décernés, monsieur l'Orateur, ainsi qu'aux députés qui ont pris la parole, afin d'employer tout mon temps à traiter la question que j'ai l'intention de vous soumettre.

Je me rends bien compte de l'honneur dont vous avez été l'objet, je prise hautement le discours du député qui a proposé l'adresse et de celui qui l'a appuyée, je me réjouis de voir une dame parmi la députation. J'omets les autres compliments pour arriver de but en blanc à la question des chemins de fer dont le chef des progressistes s'est occupée le plus largement.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que je me présente ici comme un adepte convaincu de la doctrine de la nationalisation des services d'utilité publique. Je l'ai soutenue dans les affaires municipales et provinciales, ainsi qu'à l'égard des voies ferrées et des autres services publics du Canada. Je viens d'une grande ville qui offre aujourd'hui, dans le réseau de tramways de Toronto qu'administre la commission des transports, nommée par la population, afin d'exploiter dans son propre intérêt une entreprise qui lui appartient, le plus bel exemple d'un service d'utilité publique qui est la propriété de la communauté. C'est la consécration du principe essentiel de la nationalisation, savoir: dès que le peuple possède un service d'utilité publique, il est libre d'en faire ce que bon lui semble, chaque fois que cela lui plaît, même si sa conduite nécessite, comme dernièrement, l'augmentation des tarifs. Toronto possède aujourd'hui le meilleur service de tramways d'Amérique—je le déclare après mûre réflexion—et bien que le prix du transport soit actuellement de sept cents, l'entreprise réussit si bien et entasse de telles réserves que bientôt le prix tombera à cinq cents et, plus tard, à quatre. Je suis d'avis que nous reviendrons au régime des "huit billets pour vingt-cinq cents."

Dans la province d'Ontario, nous pouvons offrir un autre exemple d'un service d'utilité publique qui appartient au peuple: La belle entreprise hydro-électrique dont le meilleur échantillon se voit dans la création la plus récente, celle des usines hydro-électriques utilisant les eaux de la rivière Nia-